“Une solution européenne”

“Le centre pour l’ordre public” du Jobbik

Le candidat du Jobbik à la mairie de Miskolc, Márton Szegedi, souhaiterait exclure les Roms criminels récidivistes de la ville et les parquer dans un camp.

Le Jobbik semble inspiré par la ségrégation des Roms qui fait débat actuellement en Europe occidental. Dans son nouveau programme social, le parti nationaliste hongrois utilise des arguments qui justifient les expulsions de Roms en France, d'autres les camps où sont rassemblés les immigrants illégaux en Italie et s'inspire également d’un programme allemand dans le cadre du quel on envoie en Sibérie et au Kirghizistan des jeunes à problème durant 9 mois, afin d’améliorer leur comportement. Bien que la Hongrie ait également une longue tradition de ségrégation envers les Roms, ces pratiques ne font que renforcer leurs positions. La division de Miskolc du parti nationaliste hongrois propose, s'il remporte les élections, d'exclure les criminels récidivistes tsiganes du territoire de la commune de Miskolc en les enfermant dans des camps dédiés. Les habitants de ce “centre pour l’ordre public” ne pourraient quitter cette zone après 22h qu’en s'enregistrant au préalable. Ce ghetto servirait l’objectif d'“intégration forcée” chère au parti. Le Jobbik souhaite également proposer au Parlement et au gouvernement de déchoir ces personnes de la nationalité hongroise. Dans un communiquée adressé à l’agence de presse MTI, Márton Szegedi ainsi qu'un député européen du Jobbik du même nom, Csanád Szegedi, déclarent qu’avec cette proposition, ils souhaitent “suivre les modèles du XXIe siècle en cours en Europe de l'Ouest”.

Ils ont justifié cet élément du programme en mentionnant le fort taux de criminalité dans cette ville du Nord de la Hongrie. Csanád Szegedi a ajouté, sur le site de nouvelles Origo, que, selon ses estimations, ce sont les Roms qui commettent 99% des crimes les plus graves. Il base ce chiffre sur des discussions avec des policiers, aucune statistique n'existant officiellement puisque la loi interdit à la police de mentionner l'origine ethnique des criminels. Il a nommé deux banlieues de Miskolc, Lyukóvölgy et Avas, desquelles le Jobbik souhaitent déplacer les familles tziganes qui, selon lui «terrorisent les habitants».

Cette proposition de mettre en place des “centres pour l’ordre public” se limite actuellement à la ville de Miskolc. Cependant, dans son vaste programme, le Jobbik souhaite également résoudre la question de l’éducation des enfants roms avec la création de pensionnats religieux dans lesquels «la ségrégation serait un outil éducationnel plus productif». Suivant l’exemple d’une prison américaine où les détenus habitent dans des tentes, il prévoit aussi la création de prisons autonomes. Les prisonniers y subviendraient eux-mêmes à leurs besoins et on pourrait diminuer les frais de leur détention en y instaurant un mode de vie plus spartiate.

«Une proposition dans l'esprit des camps de concentration». C'est ainsi que László Teleki (MSZP) a commenté cet aspect du programme du Jobbik. Il a demandé au Fidesz d'afficher très nettement qu'il n'adhérait en aucun cas au programme du Jobbik, une suggestion que le parti au pouvoir n'a pas suivi à proprement parlé. Il a toutefois également publié un communiqué dans lequel il a suggère au Jobbik «d'étudier la Constitution avant de détailler une telle idée monstrueuse». Le 12 septembre, les activistes du Lehet Más a Politika ont quant à eux disposé des arbres tout autour du stand installé par le Jobbik sur la place Blaha Lujza en vue des élections municipales, afin de s’opposer à cette idée de vouloir enfermer des citoyens non-condamnés par la justice dans des camps.

Judit Zeisler

•

Catégorie
Agenda Culturel